

# Pompiers du Conseil constitutionnel et attermolements du président

Deux indications politiques viennent de nous être données à la fin de cette semaine. L'une renseigne sur les attermolements d'un président de la République qui n'aime pas être bousculé pour nommer un autre gouvernement alors que la seconde donne quelque peu raison à la contestation des résultats du scrutin, à travers le dernier arbitrage du Conseil constitutionnel. A la veille de l'investiture du nouveau Parlement, le sommet de l'Etat ne pouvait évidemment faire moins que cela afin de se mettre en conformité avec la Constitution, tout en donnant l'impression que tout baigne dans la sérénité alors que ces communiqués pourraient être interprétés autrement. Décodages...

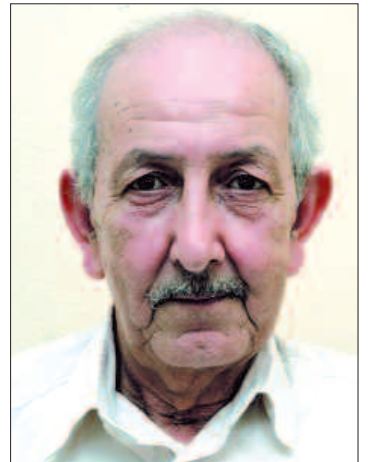
Le fait même que le chef de l'Etat ait décidé de recourir à l'intérim dans les fonctions de six ministres afin de libérer leurs anciens titulaires, appelés à siéger à l'Assemblée, n'indique-t-il pas que ce n'est pas de sitôt qu'il tranchera dans la composition de l'Exécutif ? Tant il est vrai que l'usage de ce genre de procédure laisse

supposer que ces « parenthèses » sont rarement fermées au bout de peu de jours. En effet, le caractère provisoire de ces cumuls de responsabilités ne peut s'inscrire que dans le souci de se donner le temps nécessaire à soi-même, quand bien même ce dernier doit se chiffrer en semaines. Jamais pressé, chaque fois qu'il s'agit de dosage dans ce domaine, le pouvoir n'a-t-il pas acquis la réputation d'ignorer en toutes circonstances l'impératif du temps à ne pas perdre ? Se rappelle-t-on, à ce propos, le fameux intérim qui inaugura son arrivée aux affaires de l'Etat en avril 1999 ? Celui qui avait permis à un gouvernement de transition, conduit par Smaïl Hamdani, pour superviser exclusivement la succession de Zeroual de demeurer en fonction 8 mois de plus ! Certes rien de comparable n'existe entre cette ancienne séquence et le contexte présent, néanmoins ces lenteurs à répétition, que d'ailleurs certains observateurs critiques qualifient de « faux-fuyants », caractérisent bien la constance du style de Bouteflika. Souvent, justement, le pays

s'était retrouvé dans de pareilles situations : c'est-à-dire à la frontière avec une vacance gouvernementale ou, tout au moins, sans attelage de plein exercice. Une fois encore, il se dira que le président consulte intensément afin de se faire une nouvelle religion stratégique pour les 22 mois restants avec la conviction qu'il n'a plus le droit aux erreurs de casting dans le choix de ses hommes qui doivent gérer le lourd agenda qui l'attend. En présumant de ce scrupule d'arrière-saison, Bouteflika est, pour la première fois, patiemment attendu sur ses décisions, au nom justement du bénéfice du doute !

Autre communiqué, autre lieu géométrique de la controverse. Celui du verdict du Conseil constitutionnel qui vient d'invalidé pas moins de 18 sièges attribués à tort pour certaines listes et leur transfert à d'autres. Dans les annales de nos scrutins opaques, jamais cette institution ne s'est inscrite en faux et de telle manière contre les résultats et la statistique du traditionnel ministère de la fraude. Au contraire, par le passé

(2002) elle s'était manifestée avec un zèle outrancier pour valider des mandats en Kabylie sans votants ou presque ! Signe des temps elle ne découvre qu'en 2012, la notion d'indus élus dont a toujours souffert l'urne algérienne. Sauf qu'elle vient de le mettre en application à dose homéopathique. En effet, c'est une opération de disqualification qui ne touche qu'à peine 4% des sièges à pourvoir alors qu'elle avait eu à examiner plus de 120 recours. Or, la faible amplitude de ces correctifs inédits montre bien qu'il reste de nombreux obstacles à surmonter pour parvenir à la transparence et l'équité intégrales. L'omniprésence de la censure de l'appareil de l'Etat ayant structuré le système politique dès 1963, cette entrouverture timide ne sera perçue que comme une mesure d'apaisement commanditée par le palais afin d'atténuer l'effet dévastateur de la grossière farce qui a bénéficié, notamment, au FLN. Autrement dit, il n'y a guère de certitude sur cet arbitrage mesuré, trop mesuré tout de même, qui sur le fond ne modifiera pas le



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

paysage de l'APN. Il est vrai qu'il ne fallait pas attendre d'un Conseil constitutionnel organiquement « indépendant de sa volonté » — selon l'humour populaire —, qu'il dise le droit différemment.

Ainsi, la simultanéité de deux communiqués de dernière heure ne consacre-t-elle pas l'excellente convergence des instruments de pilotage d'un Etat où tout est pesé avec précision au trébuchet des scénarii en train de s'écrire ? Ceux qui nous promettent une succession fermée.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
http://www.lesoiralgerie.com  
e-mail :  
info@lesoiralgerie.com

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com

## Ces signes qui devraient inquiéter...

Football. Le patron de la DGSN a décidé de retirer les policiers des stades. A mon avis, et quand on voit le niveau, c'est pas les flics qu'il faut enlever.

Si vous voyez ce que j'veux dire !

Loin des feux de l'actualité du vote, très loin des réajustements opérés par le Conseil constitutionnel et qui donnent à ce parti deux ou trois sièges retirés à une autre formation, j'étais jeudi devant le CEM de mon gamin, debout, les bras ballants, les épaules affaissées, le regard vide et presque vitreux devant ce spectacle. Une scène qui résume à elle seule tout l'état de l'enseignement et du savoir dans mon pays. Je n'ai besoin de rien d'autre pour me faire une idée exacte, un topo le plus précis qui soit de l'univers de l'école tel que devenu ces dernières années. Les enfants, à 11 heures 30 minutes, ayant terminé leur dernière composition du trimestre et de l'année, sont sortis bruyamment, pleins de vie, et en faisant un barouf d'enfer. Jusque-là, rien d'anormal ! Ils ont clos ainsi une année scolaire globalement épuisante, parce qu'émaillée d'interruptions, de blancs et de manifs. Ils ont le droit tout à fait légitime de s'exciter un peu et d'animer un chouia leur dernière sortie. Par contre, c'est lorsqu'ils ont commencé à faire la « chose » que là, moi, je me suis frotté les yeux à plusieurs reprises, je me suis pincé et repincé pour vérifier que je ne cauchemardais pas. Presque en même temps, dans un ballet que l'on aurait dit réglé comme du papier musique, sans même l'ombre d'un doute pour la majorité de ces

mioches qui sortaient d'un CEM, ils ont extirpé de leurs cartables et besaces leurs livres et cahiers et les ont déchirés en mille morceaux qui sont allés blanchir le trottoir et l'asphalte. Quand j'écris « déchiré », il faut bien comprendre déchiqueté, mis en miettes, dans une sorte de rage folle. On aurait dit un rituel sacrificiel, une sorte de cérémonie de tranches collectives, tellement les pages volaient, emplissant un court moment l'air d'une averse neigeuse inattendue en cette saison et cet endroit. La destruction acharnée des cahiers et livres s'est aussi accompagnée d'un piétinement des restes de ces « outils du savoir » de ces « compagnons de trimestres » au sol. Comme pour mieux s'assurer qu'ils ne seront pas repris et rafistolés. Comme pour être sûrs qu'ils ne ressusciteront pas. Lorsque l'école algérienne amène à ce genre de rapport aux supports didactiques, lorsque l'école algérienne aboutit en fin de cycle annuel sur des scènes de lacérations collectives des instruments directs du savoir, il y a motif sérieux à s'inquiéter pour l'équilibre général. Et ce n'est pas passer pour un gros con de nostalgique que de rappeler avec quelle religiosité nous avons gardé nos livres et cahiers d'enfants pour les transmettre à notre engeance. Comme un legs. Comme un processus de transfert, d'héritage qui nous a toujours semblé normal et qui, aujourd'hui, se délite, se déchire. Il n'y a pire supplice que le bruit des pages d'un cahier que l'on détruit. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

